

La protestation ne faiblit pas en Algérie

La mobilisation intacte approfondit l'impasse politique

REPORTAGE

ALGER - correspondance

De gros nuages gris surplombent la ville. La pluie tombe. Fatma a épinglé un drapeau sur son parapluie. « *On ne pouvait pas ne pas venir manifester, alors on s'adapte* », dit-elle en souriant. Vendredi 22 mars, Alger était noire de monde pour la cinquième semaine consécutive. Alors que le pouvoir semblait parier sur un essoufflement de la protestation, des centaines de milliers de personnes ont de nouveau défilé dans une ambiance festive dans les rues de la capitale, contre « *la prolongation du quatrième mandat du président Abdelaziz Bouteflika* », âgé de 82 ans et au pouvoir depuis 1999. La mobilisation intacte à travers le pays – des manifestations ont été signalées dans 42 des 48 préfectures – approfondit l'impasse politique en Algérie, alors que le pouvoir tente laborieusement de susciter des ralliements à l'étranger.

A Alger, près de la Grande Poste, au pied des marches de l'amphithéâtre en plein air, trois jeunes s'invectivent. Ce sont les membres d'une petite troupe de théâtre, venus donner une représentation d'une pièce créée dans la semaine, intitulée *El Houria* (la liberté). « *L'objectif de cet événement était de raconter ce qu'il se passe aujourd'hui, dire qu'il faut changer de système* », explique la metteuse en scène, Leïla Touchi, 32 ans. Il n'est pas encore l'heure de la grande prière, mais déjà les vuvuzelas résonnent entre les immeubles haussmanniens du centre de la capitale.

Un petit groupe porte des pancartes où il est écrit : « *Non au pardon, non à l'oubli, non à l'amnistie* ». Nazim Mekbel, le fils du journaliste Saïd Mekbel, assassiné en 1994, est aux côtés des sœurs d'Amel Zenoune, une étudiante tuée en 1997. Nazim Mekbel, à l'origine du projet Ajourad « *pour la mémoire des victimes de terrorisme* », est également à l'initiative depuis 2011 de l'organisation

de cérémonies le 22 mars, date choisie pour une journée annuelle « *contre l'oubli* ». Mais l'affaire est sensible du fait de la charte de la réconciliation nationale, qui empêche toute remise en question de la politique d'amnistie et de pardon.

Pour la première fois, cette année, les militants associatifs célèbrent cette journée en plein air. Un portrait du chanteur Matoub Lounès, assassiné en 1998, est plaqué contre un mur. Une jeune femme allume quelques bougies. « *Puisqu'on sort manifester contre ce régime, il faut rappeler que ce sys-*

« On voit d'anciens islamistes se positionner pour l'Algérie de demain alors qu'ils sont les problèmes de l'Algérie d'hier »

IDIR TAZEROUT
journaliste

tème est responsable de l'arbitraire, explique le journaliste Idir Tazerout, dont plusieurs proches ont été assassinés dans la région de Tizi Ouzou. *On voit désormais d'anciens islamistes se positionner pour l'Algérie de demain alors que ce sont eux les problèmes de l'Algérie d'hier.* »

« La désobéissance, un devoir »

Une polémique a éclaté cette semaine à la suite de l'intervention de deux anciens membres du Front islamique du salut (FIS, dissous). Mourad Dhina, physicien exilé en Suisse, fondateur du réseau Rachad – qui rassemble des opposants en exil –, et Kamel Guemazi, ancien dirigeant du FIS, semblent être signataires d'un texte avec des partis d'opposition comme celui de Zoubida Assoul, avocate et membre du collectif Mouwatana (« *citoyenneté* »).

Ces partis ont démenti avoir signé ce texte, mais la polémique a ravivé la crainte de voir certains

acteurs politiques instrumentaliser le mouvement. Selma, 63 ans, est venue manifester en famille :

« *Je marche pour dire que nous demandons la démocratie et que nous rejetons toute forme d'oppression, que ce soit celle de l'Etat ou celle des islamistes* », dit-elle.

La pluie s'est arrêtée. La foule, massive, défile dans le calme au cœur de la capitale en scandant des slogans contre les personnalités au pouvoir, contre « *la mafia* » et pour un « *changement de système* ». La rue Didouche-Mourad est saturée, et les manifestants avancent péniblement. Les habitants du quartier de Meissonier se sont organisés pour « *participer au mouvement* » : un jeune homme distribue des bouteilles d'eau tandis qu'un DJ s'est installé dans le hall d'un immeuble.

Sous des guirlandes de ballons aux couleurs nationales, la principale rue du centre-ville se transforme en piste de danse grâce aux enceintes installées sur un balcon. Une banderole blanche a été tendue à travers l'artère, proclamant : « *Lorsque le gouvernement pousse le peuple à la ruine par tous les moyens, la désobéissance de chaque individu n'est pas un droit, mais un devoir national* ». Plus bas, un commerçant a fait imprimer sur une bâche blanche : « *On lâche rien, nous sommes déterminés* ». »

Dans la foule, de nombreux manifestants arborent aussi le drapeau amazigh. « *C'est la preuve que toute l'Algérie est unie* », estime Kamel, 28 ans, venu de Tizi Ouzou pour manifester dans la capitale. Kamel considère que la société est moins divisée qu'en 2001, quand 126 personnes avaient été tuées lors du « *printemps noir* » en Kabylie. Sur sa pancarte, les noms de Ramtane Lamamra, le nouveau vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, et de Nouredine Bedoui, fraîchement nommé premier ministre, sont accompagnés d'une formule sans ambiguïté : « *Il faut qu'ils dégagent tous* ». ■

ZAHRA CHENAOUI

A Alger, la soif de formation civique

Dans les facs occupées, des enseignants improvisent des cours aux étudiants avides de comprendre les enjeux de la contestation

ALGER - correspondance

Nous n'avons pas de culture politique. On doit apprendre les bases, puisque s'opposer au gouvernement, finalement, c'est faire de la politique.» Hamid (les prénoms d'étudiants ont été modifiés), 25 ans, étudiant en traduction, a assisté à une conférence particulière le 18 mars. A ses côtés, une soixantaine de personnes ont pris place face à Fatiha Bennabou, imperméable beige et cheveux courts. Enseignante à l'université de droit, M^{me} Bennabou est spécialiste de la Constitution. Elle a répondu à l'invitation de collègues mobilisés au sein de l'université de Bouzareah, dans la banlieue d'Alger. Elle évoque le fonctionnement de la loi fondamentale, ses subtilités, ses révisions successives.

En plus des assemblées générales et du choix de représentants où les syndicats, jugés trop proches des autorités, n'ont plus leur mot à dire, les étudiants ont souhaité suivre une formation civique, une sorte de pédagogie militante. «Je n'ai jamais eu d'informations sur les lois ou le système politique, explique Hamid. Je voulais comprendre si l'article 102 de la Constitution [relatif à l'empêchement du président] peut nous servir à quelque chose.»

Administrativement, les étudiants comme les enseignants sont en congé. Le ministère de

l'enseignement supérieur avait soudain annoncé, le 9 mars, que les vacances universitaires, censées débiter le 20 mars, étaient avancées de dix jours et que leur durée était doublée. Convaincus qu'il s'agissait d'une stratégie visant à affaiblir le mouvement de protestation contre le cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, tous ont alors décidé d'«occuper» l'université.

«Formuler nos propositions»

A l'autre bout de la capitale, des étudiants longent de longues palissades blanches qui bordent un chantier. Ici, une nouvelle station de métro va bientôt sortir de terre. Au milieu des arbres, un bâtiment de béton gris abrite le grand amphithéâtre de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme. Assis sur l'estrade, Mohamed Larbi Merhoum, architecte, commente des images sur grand écran. Face à lui, plusieurs dizaines d'étudiants sont assis, attentifs. «On parle souvent de l'influence du politique sur l'architecte, observe Sofiane, diplômé depuis deux ans. Mais aujourd'hui, il nous a expliqué comment l'architecte pouvait avoir un impact sur le politique.»

A plusieurs reprises, le jeune homme est venu assister aux conférences organisées par un groupe d'étudiants bénévoles. Constitution, citoyenneté, système politique ou encore histoire

du pays : l'éventail des sujets est large. «On marche chaque vendredi, explique Mehdi, 20 ans, l'un des organisateurs. Mais on s'est demandé quel apport on pouvait avoir au sein de l'université. L'objectif, c'est de nous aider à mieux formuler nos propositions pour l'Algérie de demain.»

Ce besoin de formation a aussi été ressenti par Kawther, étudiante à l'université de Bab Ezzouar, autre banlieue d'Alger. «Les jeunes ont du mal à faire le lien entre les problèmes que nous avons à l'université et le gouvernement», dit-elle. Jihane, 20 ans, a participé à toutes les manifestations, où elle se rend avec ses amies. Dans son école, les promotions ont été regroupées par les enseignants qui ont organisé ateliers et conférences sur l'«esprit de groupe», la politique ou l'organisation de l'économie algérienne : «Ce sont des connaissances que nous n'avions pas», dit-elle.

Lynda, 23 ans, a également suivi des conférences dans son école : «Tous comprennent ce que veut dire être contre le système. Mais ça se complique dès qu'on évoque les solutions. Au début du mouvement, on a entendu parler d'Assemblée constituante. Je ne savais pas ce que cela signifiait. Maintenant, je suis capable de l'expliquer à ma famille. La fac m'a permis cette semaine de mieux jouer mon rôle de citoyenne.» ■

Z. C.